

le vilain p'tit canard

N°25
Mars 2002



UNEF - Résistance Syndicale

Allocations d'autonomie : de l'utopie à l'arnaque

L'allocation d'autonomie pour tous est une revendication vieille comme le syndicalisme étudiant. Elle repose sur l'idée que chacun d'entre nous devait être salarié par l'État en tant qu'étudiant. À l'époque, vers 1950, il n'y avait que quelques milliers d'étudiants, presque tous issus de milieux aisés, qui trouvaient injuste de dépendre financièrement de leurs riches parents.

Aujourd'hui, la situation a radicalement changé. Comme nous l'écrivions dans le précédent numéro, il y a plus de 2 millions d'étudiants, dont 700 000 sont obligés de se salarier pour financer leurs études, et 100 000 vivent sous le seuil de pauvreté.

Face à cela, la politique des gouvernements successifs a été constante depuis vingt ans: recul généralisé de l'aide sociale, qui a contribué à aggraver la situation.

Dans ce contexte, on voit mal quel sens peut avoir la revendication d'une allocation dont le montant serait le même pour tous, et qui remplacerait à la fois les bourses, les RU, les cités et les aides au logement.

Bien évidemment, nous n'avons rien contre son principe, si elle permettait à tout le monde d'étudier. Seulement, pour cela, il faudrait compter au moins 4000 F par mois, multipliés par 2,2 millions d'étudiants, soit plus de 100 milliards de F par an ! Ceux qui prétendent que nous pourrions l'obtenir aujourd'hui d'un seul coup, d'un gouvernement dont le seul but est de réduire ses dépenses (c'est contre cela qu'il faut lutter !) ne sont pas sérieux.

En revanche, s'il s'agit, avec un budget total constant voire en régression de donner beaucoup moins à chacun pour donner à tous la même chose, même à ceux qui n'en ont pas besoin, nous ne sommes pas d'accord. C'est ici qu'on passe de l'utopie à l'arnaque.

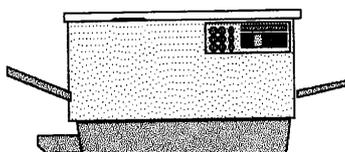
Et c'est ici qu'on retrouve l'allocation instaurée par le plan social d'Allègre il y a trois ans, que l'UNEF (ex UNEF-ID) considère comme sa grande victoire. En fait, il s'agit, pour toute la France, de 11 000 aides de même montant qu'une bourse, mais attribuées sans autre critère que la preuve (pas évidente à faire, d'ailleurs) qu'on ne touche pas d'argent de ses parents. Ce n'est pas une allocation d'études: son montant est très insuffisant pour vivre. Elle n'est pas pour tous : il en manque... 2 189 000, et les assistantes sociales du CROUS ne savent pas comment en désigner les heureux bénéficiaires. C'est une goutte d'eau, qui ne suffit même pas à compenser les restrictions sur les autres aides, et qui en plus ne va pas forcément à ceux qui en ont le plus besoin.

Nous ne sommes donc pas de ceux qui crient victoire et disent que c'est un premier pas vers sa généralisation. C'est plutôt un premier pas vers la casse du système des bourses.

L'aspiration des étudiants à être de plus en plus autonomes est légitime : il est juste d'exiger que la collectivité prenne en charge nos années de formation, qui sont pour elle un investissement. Mais la vraie question est celle des moyens d'avancer vers cette autonomie. Pour nous, il est clair que les aides financières, tant qu'il n'y en a pas pour tout le monde, doivent d'abord aller à ceux qui en ont le plus besoin. Le travail de représentants étudiants est de se battre contre leur diminution, pour l'augmentation progressive de leurs montants et du nombre de leurs bénéficiaires (la situation exigerait au moins le doublement de l'un et de l'autre), pas de brandir une revendication qui n'a aucun sens dans la situation actuelle, et peut facilement être détournée par le pouvoir pour liquider les aides existantes. En revanche, les aides dites indirectes, Resto-U et Cités-U, doivent être accessibles à tous, et être un moyen, égalitaire celui-là, d'autonomie pour tous ceux qui le désirent.

Photocopies

L'UNEF (Résistance Syndicale) vous propose des photocopies à 0,05 euros (30 centimes de francs). Rendez-vous en salle 27 du bâtiment Ile de France.



Pour un vrai demi tarif sur la carte orange

De 1990 à 1998, nous avons réclamé le demi tarif sur la carte orange (question de justice: pour les salariés, l'entreprise en rembourse la moitié).

On nous a donné la carte Imagine R. Pour la plupart d'entre nous, c'est un léger progrès. Mais les inconvénients sont nombreux, surtout pour ceux qui ne s'en servent pas 12 mois dans l'année. De plus, ce n'est pas un vrai demi tarif sur les transports (voir tableau).



Nous continuons donc, pour notre part, à demander un vrai 50 % : qu'on puisse au début du mois payer son coupon deux fois moins cher en présentant sa carte d'étudiant

Resto U et Cités : un constat de catastrophe

Voilà un type d'aide sociale censé concerner tous les étudiants, sans aucun critère, et donc être un facteur d'autonomie pour tous ceux qui n'ont pas envie de manger ou de coucher chez papa et maman, ou n'en ont pas la possibilité.

Sur Evry, il y a moins de 600 chambres pour plus de 10 000 étudiants. Il n'y a aucune nouvelle construction, alors que le nombre d'étudiants demandeurs augmente chaque année, et que le CROUS ne peut plus répondre à la demande depuis plus de trois ans.

De plus, l'état des chambres est parfois scandaleux : insalubrité, promiscuité, bruit, cafards, sécurité laissant à désirer ...

Côté resto, ça n'est pas mieux. La qualité ne s'améliore pas malgré une hausse constante du prix du repas. De plus, la durée des queues ne nous permettent parfois pas d'y manger.

Pour remédier à cela, de gros investissements seraient nécessaires, pour rattraper ceux qui ont manqué depuis des années. Le gouvernement a au contraire choisi de rentabiliser les œuvres sociales :

— par l'augmentation constante des prix depuis vingt ans. Les redevances des Cités-U, à l'origine symboliques, se rapprochent de plus en plus des loyers du marché. Le prix du ticket de RU était calculé selon le principe de la parité État / étudiant. L'étudiant payait la moitié du prix de son repas, l'État le reste. Depuis 1980, la part de l'État a constamment régressé.

— par le développement de services meilleurs, mais à prix supérieurs. Pseudo-rénovation des cités qui diminuent le nombre des chambres (parfois remplacées par des studios) et augmentent les prix. Chaînes de RU où pour un ticket, on n'a pas un repas complet.



L'UNEF (Résistance Syndicale) préconise une autre politique

— Retour à la parité État-étudiant pour les tickets de RU. Utiliser la hausse de la part de l'État pour baisser le prix du ticket, et pour améliorer la qualité.

— Blocage pour plusieurs années du montant des loyers, et investissement de l'État pour une véritable rénovation des chambres.

— Refaire des cités U des lieux de vie: la mise en place de bibliothèques, salles de travail, projections de film.

— Extension des horaires d'ouverture des RU pour tenir compte de la diversité des horaires des cours. Ouvrir à 11h30, ce n'est pas suffisant.

	Imagine R (1 an)	Carte orange (10 mois)	Réduction
Zones 4-5	245,9 E	419 E	41,5%
Zones 5-6	245,9 E	415,9 E	41%
Zones 3-5	309,47 E	532 E	42%
Zones 1-5	532,2 E	885,5 E	40%